

Relations commerciales et économiques avec la Chine

2008/2171(INI) - 20/01/2009

En adoptant le rapport d'initiative de Mme Corien **WORTMANN-KOOL** (PPE-DE, NL) sur les relations commerciales et économiques avec la Chine, la commission du commerce international observe que le commerce bilatéral entre les parties reste déséquilibré, puisque le déficit commercial de l'UE avec la Chine a dépassé les 160 Mios EUR en 2007. Pour les députés, ces relations commerciales devraient se fonder sur les principes de réciprocité, de développement durable, de respect des limites environnementales, de contribution aux objectifs mondiaux de prévention du changement climatique, de concurrence et de commerce équitables, conformément aux règles de l'OMC. Toutefois, le développement de relations commerciales avec la Chine doit aller de pair avec le développement d'un authentique **dialogue politique**, aussi fructueux qu'efficace, couvrant également les droits de l'homme. C'est pourquoi, la Commission est appelée à insister sur le renforcement de la clause relative aux droits de l'homme dans les négociations avec la Chine concernant un renouvellement de l'accord de partenariat et de coopération (APC).

Coopération commerciale: si les députés se réjouissent de constater que les exportations de l'UE à destination de la Chine ont augmenté de 18,7% en 2007, pour atteindre une valeur de 231 milliards EUR, ils sont également d'avis que le système actuel d'échanges ouvert pourrait stimuler encore plus l'activité économique avec la Chine avec des avantages réciproques, et qu'il pourrait notamment constituer une occasion de favoriser la croissance économique et l'intégration du pays dans l'économie mondiale. Cela ne doit toutefois pas se faire au détriment des objectifs de développement et de réduction de la pauvreté. Les députés encouragent dès lors la Commission à poursuivre l'ouverture du commerce avec la Chine et appellent l'Union et les États membres à garantir un accès ouvert et équitable aux exportations chinoises. De son côté, la Chine devrait répondre à ces efforts en intensifiant son engagement concernant l'ouverture économique et la réforme de son marché.

La Chine face à la crise mondiale : les députés estiment qu'une coopération sans précédent serait nécessaire entre l'UE et la Chine pour résoudre la crise financière et économique actuelle. Ils observent qu'un plan de reprise chinois de grande envergure en faveur de la croissance et de l'emploi a été présenté pour faire face à la crise actuelle. Ils espèrent toutefois que les mesures de soutien prises en Chine sont temporaires et qu'elles ne fausseront pas la concurrence.

Accès aux marchés : les députés estiment que depuis l'adhésion de la Chine à l'OMC, ce pays a ouvert un nombre croissant de secteurs industriels à l'investissement étranger. Dans le même temps, les investissements étrangers sont restés limités (voire interdits) dans toute une série de secteurs. Les députés rappellent qu'en Chine, des pratiques protectionnistes, un excès de bureaucratie, la sous-évaluation du yuan, des subventions déguisées et l'absence d'un niveau adéquat et admis d'application des droits de propriété intellectuelle (DPI) entravent le plein accès au marché de nombreuses entreprises de l'UE. Les députés invitent dès lors la Chine à ouvrir davantage ses marchés de biens et de services et à poursuivre ses réformes économiques afin d'établir un cadre juridique stable, prévisible et transparent pour les entreprises européennes, notamment les PME. Parmi les secteurs porteurs pour les entreprises européennes, les députés épinglent la fabrication de machines, l'industrie chimique, le secteur de l'automobile, l'industrie pharmaceutique, les technologies de l'information et de la communication (TIC), les projets selon le mécanisme pour un développement propre (MDP), l'agriculture, la construction, les services financiers, l'assurance, les télécommunications et la distribution. Parallèlement, les députés

appellent la Chine à jouer un rôle actif au sein de l'OMC, à proportion de son importance économique et commerciale, afin de favoriser le développement harmonieux du commerce dans un cadre solide et transparent de règles.

Obstacles non tarifaires: rappelant combien les obstacles non tarifaires peuvent constituer des barrières considérables pour les entreprises européennes en Chine (et vice et versa), les députés invitent ce pays à adopter les normes internationales relatives aux produits et aux services. Ils insistent tout particulièrement sur l'importance d'assurer la conformité des **importations chinoises aux normes européennes applicables aux produits alimentaires et non alimentaires**. Les parlementaires déplorent également le recours persistant par le gouvernement chinois, à des restrictions des exportations qui perturbent les échanges, telles que les taxes à l'exportation pour les matières premières. Ils demandent donc à la Commission d'insister auprès de la Chine pour supprimer toutes les restrictions à l'exportation.

Parmi les autres grands domaines de coopération évoqués par la résolution, les députés soulignent la nécessité de promouvoir le commerce de marchandises et de services qui ne soient pas nuisibles à **l'environnement**, ainsi que la croissance des investissements dans des projets qui favorisent la réduction des gaz à effet de serre. Ils invitent également les parties à renforcer leur coopération en matière environnementale et d'énergies renouvelables.

Les députés évoquent également la coopération du **secteur bancaire et des assurances** européen avec la Chine , particulièrement pénalisé lorsqu'il entre sur le marché chinois. Ils engagent également ce pays à prendre part au débat planétaire sur les moyens d'améliorer l'encadrement réglementaire et prudentiel des marchés financiers.

Impact social et environnemental de la croissance chinoise : les députés s'alarment du niveau élevé de pollution causé par l'industrie chinoise et à sa consommation croissante de ressources naturelles non durables. Ils souhaitent que ce pays assume ses responsabilités en prenant sa part de l'effort planétaire pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et combattre le changement climatique. Ils soulignent également que les récentes années de forte croissance économique en Chine n'ont pas bénéficié à toutes les classes de la population chinoise et que le fossé social entre les riches et les pauvres n'a jamais été aussi profond qu'aujourd'hui. S'ils se félicitent des activités générées en Chine par les Jeux olympiques, ils s'inquiètent du recours persistant au travail des enfants. Ils appellent la Chine à éliminer ce phénomène et à ratifier les principales conventions internationales de l'Organisation internationale du travail (OIT).

DPI et contrefaçon : devant l'importance croissante de la piraterie (60% des marchandises contrefaites saisies par les autorités douanières de l'UE sont produits en Chine), les députés appellent ce pays à accroître ses efforts pour remédier au défaut de mise en œuvre et d'application des DPI. Ils s'inquiètent en particulier du niveau de la production à l'intérieur de la Chine de marchandises contrefaites ou piratées qui se poursuit à une échelle alarmante et invitent la Commission, en coopération avec les autorités chinoises, à poursuivre son combat contre la contrefaçon. Les députés s'inquiètent en particulier de la recrudescence récente des accidents provoqués par des **produits chinois dangereux**, jouets, aliments ou médicaments. Ils saluent la détermination du gouvernement chinois à s'attaquer au problème et invitent la Commission à renforcer son soutien aux autorités chinoises en ce domaine. Ils demandent également à la Commission d'intensifier la coopération douanière avec la Chine.

Actions futures : les députés notent que la société chinoise a considérablement changé au cours des 30 dernières années. Les députés évoquent notamment le rôle joué par les relations commerciales et économiques avec l'Union européenne pour faire évoluer la société. Ils se disent ainsi convaincus que le "changement par le commerce" est une manière de contribuer à la transformation de la Chine en une société ouverte et démocratique pour le bien de toutes les composantes de la société. Tout en regrettant que l'intensification des relations commerciales bilatérales ne se soit accompagnée de progrès notables en matière de droits de l'homme, les députés souhaitent également des réformes plus résolues dans le domaine environnemental et social. Les députés souhaitent encore un renforcement de la coopération dans

le domaine de la recherche et des universités ainsi que dans le domaine des technologies spatiales (en appelant à la coexistence des programmes Compass chinois et Galileo). Ils appellent en outre à un renforcement de la coopération entre entreprises via des programmes de formation mixtes.

Enfin, les députés déplorent la décision des autorités chinoises de reporter le 11^{ème} Sommet UE-Chine et s'attendent à ce que le sommet soit reprogrammé à bref délai. Ils se réjouissent notamment de la prochaine Expo 2010 de Shanghai qui sera une excellente occasion pour le secteur européen de se montrer.